



Présidence de la République
Ministre chargé du Suivi du PSE



RÉSULTATS DES TRAVAUX DU « LAB » PSE VERT

Un besoin de 355 milliards de francs CFA pour la réalisation de 29 projets et 10 réformes

Les résultats des travaux de l'Atelier intensif de structuration (Lab) du Programme PSE vert ont été rendus publics, vendredi 24 juin 2022, lors d'une cérémonie de clôture coprésidée par le Ministre chargé du Suivi du Plan Sénégal Emergent (PSE), M. Abdou Karim Fofana, et celui en charge de l'Environnement et du Développement durable, Abdou Karim Sall. C'était également en présence des partenaires au développement, notamment l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), l'Union Européenne et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Les résultats à l'issue de ce Lab font état d'un besoin de financement de 355 milliards de francs CFA pour mettre en œuvre 29 projets et 10 réformes.



Abdou Karim Sall, Ministre de l'Environnement et du Développement durable



Abdou Karim Fofana, Ministre chargé du suivi du PSE

Les travaux de l'Atelier intensif de structuration, dénommé « Lab » du Programme Pse Vert, lancés le 23 mai 2022 ont été clôturés, vendredi 24 juin 2022, sous la coprésidence du Ministre chargé du Suivi du Plan Sénégal Emergent (PSE), M. Abdou Karim Fofana, et celui en charge de l'Environnement et du Développement durable, Abdou Karim Sall. C'était également en présence des partenaires au développement, notamment l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI), l'Union européenne, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et la Fondation MAVA.

Les travaux du LAB ont abouti aux résultats suivants : 29 projets ont été structurés dont 15 projets privés, 9 projets publics et 5 projets Partenariat public privé (PPP). S'agissant des besoins des investissements de l'ensemble des projets structurés, ils sont estimés à 340 milliards de FCFA, dont 90 milliards pour les projets privés, 139 milliards pour les projets publics et 111 milliards pour les projets en Partenariat public privé (PPP). S'y ajoute une dizaine de réformes opération-

nalisées pour un besoin de financement évalué à 15 milliards de FCFA. En termes d'impacts, il est attendu la création de 23 000 emplois directs et presque 25% de la population sénégalaise pourrait bénéficier de manière directe ou indirecte de ces projets. Mieux, sur les 29 projets, 89% aujourd'hui ont la chance d'obtenir un financement partiel ou total de la part d'institutions financières ayant participé au processus de syndication conduit dans le cadre du Lab.

S'agissant de la réalisation des réformes, leur coût estimatif est de 15,2 milliards de francs CFA avec 4,9 milliards pour les réformes sectorielles, 7,6 milliards sur le dispositif de gouvernance (sur 5 ans) et 2,7 milliards pour la mise en place du fonds d'appui pour l'accès aux financements verts. Il faut, cependant, rappeler que sur les 480 livrables produits lors de ces travaux, le groupe des réformes en a donné 43. Lesquels portent sur la révision de cadres réglementaires, sur la révision de mesures incitatives et sur la mise en œuvre de dispositif de gouvernance et de suivi. Trois réformes du secteur de l'environnement ont été identifiées. La première porte sur l'intégra-

tion des mesures incitant les investissements verts dans les textes existants. La deuxième est liée à la mise en place d'un pacte pour l'accès à la commande publique. Quant à la troisième, elle concerne la mise en place de mesures pour faciliter l'accès aux financements verts et au marché carbone.

Des réformes ont été aussi identifiées dans le secteur de l'agriculture, de la pêche et de la construction. Il est d'ailleurs introduit dans le code de la construction une réforme appelée « mise en place de mesures pour la récupération des eaux pluviales dans le code de la construction ». Le groupe des réformes a aussi travaillé à la mise en place de mesures incitatives favorisant l'implication du secteur privé dans le traitement et la valorisation des eaux usées pluviales. Il a, dans le même sillage, travaillé sur deux réformes dans le secteur de l'industrie. L'une porte sur la promotion des entreprises vertes et l'autre sur la mise en place d'un cadre de transfert de la technologie et de développement de la recherche et de gestion des objets industriels.



Les autorités ont visité quelques stands des porteurs de projets aménagés dans le cadre de la Gallery Walk



Sur le présidium, les deux ministres et les représentants des partenaires au développement impliqués dans le cadre du PSE vert

Les engagements des Ministres Abdou Karim Fofana et Abdou Karim Sall

Le Ministre de l'Environnement et du Développement durable, Abdou Karim Sall, a coprésidé la cérémonie de clôture des travaux de l'atelier intensif de structuration, dénommé « Lab » du Programme PSE Vert. Il a, à cette occasion, pris solennellement l'engagement de diligenter le processus de mise en œuvre des réformes qui relèvent directement de son département. Il s'agit de la création du Secrétariat exécutif du PSE vert, la création du Fonds national d'appui au financement vert, la révision des Codes relatifs, de la chasse, de l'environnement mais également la relance des lois sur le littoral et sur la biodiversité. Il invite par ailleurs les autres départements ministériels à aller dans le même sens, et le BOS à continuer d'apporter l'expertise et le soutien nécessaires en termes d'assistance technique pour aider à mettre en place et opérationnaliser le Secrétariat Exécutif.

Cela consistera spécifiquement, à son avis, en un transfert d'outils et de méthodologies en suivi-évaluation qui servent à élaborer un tableau de bord pour les besoins de la préparation de chaque Conseil des Ministres et dont une déclinaison sectorielle pourrait être adaptée pour le PSE Vert. Le Ministre de l'Environnement a également exhorté le secteur privé, les partenaires techniques et financiers et toutes les parties prenantes qui ont toujours été à ses côtés, à poursuivre la collaboration à tous les niveaux du dispositif de mise en œuvre du portefeuille de projets et réformes prioritaires. « Les conclu-



Le Ministre Abdou Karim Fofana a remis à son collègue, Abdou Karim Sall, le rapport global du LAB PSE vert lors de la cérémonie de clôture.

sions de l'atelier nous permettent de nous projeter et de mieux nous préparer pour faire face aux défis majeurs liés à la situation du moment et aux enjeux du futur, vu le contexte économique mondial déjà difficile », indique M. Sall.

Auparavant, Abdou Karim Fofana, Ministre en charge du suivi

du Plan Sénégal Émergent (PSE) a magnifié « l'état d'esprit constructif et positif dans lequel les travaux se sont déroulés ». Il a, à cet effet, salué l'engagement constant et l'abnégation des équipes tout au long du Lab. Selon lui, les résultats qui ont été présentés sont de haute facture. « Pour chacune des réformes, c'est avec satisfaction que j'ai noté le niveau d'approfondissement de vos réflexions avec l'indication du coût et de la feuille de route pour chaque réforme », a déclaré le ministre Abdou Karim Fofana, rassurant de la disponibilité totale du BOS à accompagner la mise en œuvre de la « Delivery Unit », appelée Secrétariat exécutif. Lequel est d'une importance capitale pour la réussite de l'opérationnalisation du PSE vert. A l'en croire, le BOS dispose de l'expertise et de l'expérience nécessaire pour transférer et adapter ses outils, méthodes et procédures en termes de gestion et suivi évaluation de projets et réformes au service dudit secrétariat. Il a également lancé un appel aux partenaires techniques et financiers pour soutenir la mise en place et le fonctionnement de ce dispositif et garantir ainsi l'atteinte des résultats attendus aux différents niveaux. « Soyez rassurés que je veillerai au maintien de cette dynamique de transparence et de co-construction qui a prévalu tout au long de nos travaux », a rassuré le Ministre tout en déclarant qu'il ne ménagera aucun effort pour la matérialisation des recommandations issues des travaux.

Une Delivery Unit pour mettre en œuvre la feuille de route du PSE vert

En effet, il y a des défis à relever durant les 100 premiers jours de la mise en œuvre du PSE vert pour la réalisation de ce programme. Parmi ceux-ci, il y a la mise en place de la « Delivery Unit » sectorielle, appelée secrétariat exécutif du PSE Vert. Sa mission sera de coordonner et de suivre la mise en œuvre de la feuille de route du Programme PSE vert, et de pouvoir appuyer à la résolution des problèmes qui vont se poser. Il faudra également concrétiser les décisions stratégiques. Il s'agit de la validation du dispositif de création d'un fonds d'appui du financement vert, de la validation du dispositif de gouvernance, du paquet d'incitation, du fonds pour les réformes sur le PSE vert et du cadre national pour le marché carbone.

Dans son discours, Me El Ousseyni Kane, Directeur Général du Bureau Opérationnel de Suivi du Plan Sénégal Émergent (PSE) a exprimé sa fierté du travail accompli par ses équipes, de l'engagement à leurs côtés de l'écosystème public et privé ainsi que celui des partenaires au développement dans la structuration et la mise en œuvre de ce PSE vert. Selon lui, la feuille de route qui est présentée par ses services est pleine d'opportunités pour le pays mais elle impose aussi

des défis que nous devons tous relever, acteurs du secteur public et du privé. « L'un des défis, le plus urgent et stratégique, condition sine qua non de la réussite du PSE VERT est la mise en œuvre, dans les délais, des réformes structurées et mûries durant ce Lab », a déclaré M. Kane, signalant que les réformes sont difficiles à mettre en œuvre, mais elles sont indispensables pour réussir ce programme stratégique pour notre pays.

Cependant, il indique que le Ministre de l'Environnement et du Développement Durable, Abdou Karim Sall et tous les acteurs peuvent mettre toute son expertise à disposition dans l'accompagnement des initiatives qui seront engagées en ce sens. Profitant de l'occasion, il demande aux partenaires de les accompagner davantage dans la mise en œuvre des réformes identifiées. « Le BOS va s'impliquer davantage dans la mise en œuvre des réformes en prenant le lead pour les opérationnaliser et en mobilisant aussi bien les acteurs publics que privés, avec l'appui des partenaires au développement pour réellement les implémenter dans les différents secteurs. C'est devenu une nécessité pour réussir le PSE et réaliser l'émergence de notre pays », rassure-t-il, tout en res-



Me El Ousseyni Kane, Directeur Général du BOS/PSE

tant persuadé que la prise des décisions stratégiques et la mise en œuvre des recommandations issues de ce LAB leur permettra de réaliser le pari du verdissement de l'économie sénégalaise, à travers le PSE VERT.

L'Union européenne affirme son soutien au programme

Prenant part à la cérémonie de clôture des travaux de l'atelier intensif de structuration, dénommé « Lab » du Programme PSE Vert, Irène Mingasson, Ambassadrice, Chef de la délégation de l'Union Européenne au Sénégal a affirmé que l'Union Européenne soutiendra le programme pour la réalisation de tous les projets et réformes. « En quelques mois vous êtes parvenus à développer



Irène Mingasson, Ambassadrice de l'UE au Sénégal

un portefeuille de projets structurants qui, sans aucun doute, contribueront au développement durable et à une véritable transition écologique à tous les niveaux de la société », a-t-elle déclaré. Elle estime que c'est un processus très positif qui entraînera la transformation profonde de l'économie sénégalaise pour l'orienter vers la croissance verte et la création d'emplois durables dans tous les sens du terme. Elle a souligné la pertinence de certaines recommandations relatives aux propositions de réformes comme la révision des textes sectoriels pour promouvoir les investissements verts, la mise en place de mesures pour le développement d'un marché de carbone, ou encore de mesures environnementales pour la commande publique. Poursuivant, elle a rappelé que le PSE vert présente de très nombreuses similitudes, d'objectifs et d'approches avec le Pacte vert Européen, véritable feuille de route pour une croissance verte, inclusive, résiliente face aux changements climatiques.

SIKA COULIBALY, COORDONNATEUR RÉSIDENT DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU SÉNÉGAL

« Les projets sont très innovants, fédérateurs et vont contribuer à la création d'opportunité et d'emplois »

Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Sénégal, Siaka Coulibaly a réaffirmé tout leur engagement, leur détermination et leur disponibilité à accompagner les efforts du Gouvernement du Sénégal dans la mise en œuvre du PSE vert pour qu'il soit une réalité contributive au développement économique et social. Selon lui, les projets qui ont été présentés sont très innovants, fédérateurs et vont contribuer à la création d'opportunités et d'emplois. « Nous pensons que ce verdissement du PSE est une donne essentielle dans l'approche d'une croissance verte, durable et inclusive prônée par le Président de la République Macky Sall pour que le PSE Vert puisse être vraiment l'élément qui puisse impulser le développement économique et sociale », a fait savoir M. Coulibaly.



Siaka Coulibaly, Coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Sénégal

GGGI réitère sa disponibilité à soutenir la mise en œuvre de la feuille de route du PSE Vert

Représentante résidente au Sénégal de l'Institut mondial pour la croissance verte (GGGI en anglais), Assana Magagi-Alio a réitéré la totale disponibilité de cette organisation à soutenir pleinement la mise en œuvre de la feuille de route pour la mobilisation des ressources pour accélérer les investissements verts au Sénégal. Ce, à travers les résultats issus de ce processus pour la structuration du PSE vert. Selon elle, le monde entier a vécu une situation exceptionnelle, inédite avec la pandémie Covid-19 qui a bouleversé le plan de l'économie nationale, mondiale ainsi que de la production et de la consommation durable. Ainsi, à ses yeux, le défi le plus urgent aujourd'hui en Afrique et au Sénégal plus particulièrement reste la mobilisation des ressources financières

adéquates pour accélérer les investissements verts dans les politiques de relance Post-Covid. « Nous devons ainsi faire des pas de géants pour accélérer la cadence des investissements pour accompagner l'Etat du Sénégal à atteindre ses objectifs », souligne-t-elle.

Elle rassure que l'institut mondial de la croissance verte, agissant aux côtés de l'Etat du Sénégal dans le cadre de son mandat, participera à la formulation de l'adaptation des politiques, projets et programmes en faveur de l'augmentation de l'investissement et l'accès à des finances climatiques à hauteur des ambitions du Sénégal sur la question. Elle a, par ailleurs, magnifié le travail des équipes du BOS/PSE avec à leur tête le Directeur général pour la qualité de la collaboration.



Assana Magagi-Alio, Représentante résidente de GGGI au Sénégal